

Ce document est la transcription révisée et chapitrée d'une vidéo du MOOC UVED « Environnement et développement durable ». Ce n'est pas un cours écrit au sens propre du terme ; le choix des mots et l'articulation des idées sont propres à l'intervention orale de l'auteur.

Les monnaies locales

Jérôme BLANC

Maître de Conférences – Université Lumière Lyon 2

Pour comprendre ce que sont les monnaies locales, il faut les resituer dans ce qu'on appelle de manière plus générale des monnaies associatives. Il y a derrière cela une diversité de termes et d'expériences puisqu'on entend aussi parler de monnaies alternatives, de monnaies complémentaires, de monnaies communautaires, de monnaies sociales, etc. Ces termes renvoient à des expériences qui peuvent être assez différentes les unes des autres. Mais il y a derrière cette diversité un certain nombre de points communs.

1. Les points communs entre les monnaies associatives

Il y a toujours, dans ces monnaies associatives, l'idée d'une participation des membres associatifs à l'élaboration des règles de ces monnaies. Il y a toujours la recherche par l'émission et la circulation de ces monnaies d'une utilité sociale. Il y a aussi, dans la quasi-totalité des cas, l'idée d'une circulation de ces monnaies à une échelle locale. Et il y a toujours un projet associatif. Ces monnaies associatives se distinguent assez fortement des monnaies habituelles, c'est-à-dire du cadre des monnaies qui sont aujourd'hui émises par les banques, par le système bancaire, dans un objectif qui est lucratif. Ce n'est pas le cas ici. Ce ne sont pas non plus des monnaies qui sont émises, gérées, pilotées par des institutions publiques. C'est en dehors du cadre de la souveraineté. Mais il faut aussi différencier ces monnaies associatives des dynamiques libertariennes que l'on trouve notamment dans l'initiative ou l'expérience que l'on connaît un petit peu aujourd'hui du *bit coin*. Libertariennes signifie un mélange de liberté des acteurs et de capitalisme ou de logique d'accumulation. Derrière ces monnaies associatives, il y a en général une vocation ou une prétention transformatrice assez marquée, c'est-à-dire que l'on cherche avec ces monnaies à

contribuer à faire émerger un nouveau modèle de société. Ça peut paraître très large, mais il s'agit au fond du retour à une prétention que l'on trouve dans les fondements de l'économie sociale au XIXe siècle.

2. Remise en contexte historique : avant les monnaies locales

Dans les années 80 émerge une nouvelle vague de monnaies associatives avec des premières expériences de LETS. C'est ce que l'on connaît en France à partir de 1994 sous le terme de SEL (Système d'Echange Local). Il s'agit de monnaies inconvertibles, souvent assez isolées dans leur environnement socio-économique, comme c'est le cas en particulier en France. Une deuxième génération apparaît en 1987 aux États-Unis. C'est une génération de banque de temps ou de monnaie – temps, que l'on trouve en France à partir du début des années 2000 avec le cas des accorderies qui sont une traduction française de l'initiative mise en œuvre dès le début des années 2000 au Québec. Dans ce cas-là, la monnaie est inconvertible et il s'agit de comptabiliser des services avec uniquement le temps, le critère du temps qui a été passé à les fournir.

3. Remise en contexte historique : les monnaies locales

Une troisième génération de monnaie associative est précisément celle des monnaies locales. Ça émerge, pour les premières expériences aux Etats-Unis, à Ithaca, au début des années 1990. Puis ça connaît une grande diversification à partir des années 2000. En France, on connaît ces monnaies locales depuis 2010 avec la création d'une première monnaie locale qui s'est appelée l'Abeille à Villeneuve-sur-Lot. Puis une quatrième génération de dispositif émerge dans les années 2000 : ce sont des systèmes plus complexes qui visent plusieurs objectifs simultanés. Ces monnaies locales ont pour caractéristique de circuler dans un espace local, donc un territoire restreint, et cet espace est un espace commercial. Il y a des prestataires qui sont des commerçants, des producteurs, et qui acceptent cette monnaie. L'objectif est de générer de manière endogène des revenus, des activités, voire des emplois sur le territoire lui-même et donc de dynamiser le tissu socio-économique local tout en respectant les valeurs du projet, ces valeurs étant un élément clé de ces projets. En termes matériels, ces monnaies locales prennent en général uniquement la forme de bons, de papier mais dans certains cas, on inclut une dimension électronique avec des dispositifs de paiement électronique par des systèmes notamment de SMS. On observe une accélération, depuis l'année 2003 - 2004, de ces dispositifs lorsqu'ils se sont étendus fortement en Allemagne et au Brésil. Puis, à partir de 2010, ce fut le cas de la France.

4. Analyse des monnaies locales

Il faut examiner ces monnaies locales à l'égard de la légalité et des politiques publiques. Un premier constat que l'on peut faire est qu'il existe un espace légal pour ce type de monnaies. Ce n'est pas de la fausse monnaie, on a le droit de faire ce genre de monnaies. Dans tous les pays du monde où il en existe aujourd'hui, les créateurs de ces monnaies ont trouvé les

moyens de le faire sans enfreindre quelque cadre que ce soit. Un deuxième élément est qu'il n'y a pas de risque de fraude. Il ne s'agit pas d'une fuite fiscale, d'un moyen d'éviter de payer par exemple la TVA, puisqu'un commerçant qui vend un bien en monnaie locale va devoir enregistrer cette vente dans sa comptabilité comme toute autre vente. Un troisième élément est qu'il n'y a pas de concurrence à l'égard de la monnaie nationale. Ces dispositifs au contraire cherchent à être complémentaires à l'égard de la monnaie nationale et d'ailleurs, ces monnaies sont émises sur la base d'une réserve équivalente qui est déposée sur un compte (une réserve équivalente en monnaie nationale). Un quatrième élément, dans certains cas et en particulier au Brésil, est que ces monnaies locales ont été intégrées dans des politiques publiques de développement local et de lutte contre la pauvreté. C'est le cas notamment de l'expérience assez connue aujourd'hui du Banco Palmas à Fortaleza. Enfin, un cinquième élément, c'est que la loi française définit ce qui est appelé « des titres de monnaie locale complémentaire » depuis l'été 2014. Cela fournit un premier cadrage très intéressant de ce genre de monnaie.

5. Quelques enjeux pour ces monnaies locales

Il y a des enjeux théoriques, puisque ces monnaies locales posent la question de savoir ce qu'est la monnaie. Est-ce qu'il peut y avoir de la monnaie en dehors de l'univers d'un actif financier et en dehors de l'univers de la souveraineté ? Il y a des enjeux démocratiques puisque derrière ces dispositifs, il y a ce que l'on appelle parfois une appropriation ou une réappropriation citoyenne de la monnaie. La population réinvestit la question monétaire par ses propres moyens. Il y a aussi des enjeux éthiques dans la mesure où, derrière ces dispositifs, il y a toujours un système de valeurs qui est assez clairement mis en avant. Il y a aussi des enjeux sociétaux et environnementaux parce qu'avec ces monnaies locales, il est possible de promouvoir des économies locales plus soutenables et résilientes. Il y a également des enjeux politiques parce qu'à partir de ces éléments-là, la question se pose de les intégrer dans des politiques publiques en tant qu'outils de transition écologique vers une situation de soutenabilité plus importante. Pour finir, une question importante qui se pose est de savoir comment on peut consolider ces dynamiques de monnaies locales associatives tout en maintenant leur projet démocratique. Ce projet démocratique est un projet participatif qui part du désir des citoyens de s'approprier cette question monétaire et d'élaborer par eux-mêmes les règles d'une nouvelle circulation de la monnaie.